

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**Marché n°2025-0011-00-00-MPF**

Acheteur

Numih France

12 rue Michel Labrousse

CS 93668

31036 Toulouse Cedex 1

Siret n° 18310021300028

*Marché public passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert***MARCHE D'ASSURANCES SANTE POUR LES BESOINS DE NUMIH FRANCE**

NB : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du Titulaire.

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché.....	4
Article 2. Forme du marché.....	4
2.1 Choix de la procédure	4
2.2 Allotissement	4
2.3 Tranche optionnelle	4
2.4 Montants du marché	4
Article 3. Durée et délais d'exécution du marché	5
3.1 Durée du marché	5
3.1.1 Durée du contrat	5
3.1.2 Variantes-PSE	5
a LOT 1 Mutuelle	5
b LOT 2 Prévoyance	5
3.1.3 Marché de prestations similaires	6
3.2 Délai d'exécution	6
Article 4. Application du C.C.A.G.- FCS	6
Article 5. Documents contractuels	6
5.1 Pièces particulières	6
5.2 Pièces générales	7
5.3 Notification	7
Article 6. Sous-traitance / Cotraitance	7
6.1 Sous-traitance.....	7
6.2 Modalités de paiement direct.....	8
6.3 Cotraitance	8
6.4 Répartition des paiements	9
Article 7. Protection des données à caractère personnel	9
Article 8. Condition d'exécution des prestations	9
8.1 Pilotage du marché.....	9
8.1.1 Réunion de lancement.....	9
8.1.2 Réunion de pilotage.....	9
8.2 Lieu d'exécution des prestations	9
8.3 Qualité	10
8.3.1 Représentant du Titulaire	10
8.3.2 Représentation de l'acheteur.....	10
Article 9. Spécifications techniques : LOT 1 : Complémentaire sante	10
9.1 Stipulations générales	10
9.2 Garanties accordées	11
9.3 Services connexes inclus	11
9.4 Stipulations particulières.....	11
9.5 Antécédents du risque	14
Article 10. Spécifications techniques : LOT 2 : Prévoyance	14
10.1 Stipulations générales	14
10.2 Garanties accordées	14
10.3 Services connexes inclus	16
10.4 Stipulations particulières.....	16
10.5 Bénéficiaires et conditions	17
10.6 Antécédents du risque	18
Article 11. Plateformes	19
11.1 Accompagnement et formation à destination du service ressources humaines	19

11.2	Modalités de maintenance des plateformes	19
11.2.1	Maintenance corrective	19
a	Délai d'intervention	19
b	Canaux de support de maintenance	19
Article 12.	Modalités d'exécution des prestations	19
12.1	Droits et obligations de l'Acheteur	19
12.2	Droits et obligations du Titulaire	20
12.3	Nature des obligations du Titulaire	21
12.4	Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	21
12.4.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	21
12.4.2	Protection de l'environnement	21
12.5	Confidentialité et sécurité	21
Article 13.	Plan de continuité d'activité	23
Article 14.	Opérations de vérifications	23
Article 15.	Constataion de l'exécution des prestations	23
Article 16.	Émission des bons de commande	23
16.1	Emission des bons de commande.....	23
16.2	Contenu des bons de commande.....	24
16.3	Modification, suspension et interruption des bons de commande	24
Article 17.	Modalités de détermination des prix.....	25
17.1	Contenu des prix.....	25
17.2	Indexation – Evolution tarifaire	25
Article 18.	Modalités de règlement du marché.....	26
18.1	Paiement.....	26
18.2	Facturation.....	26
18.3	Paiement des cotraitants	27
Article 19.	Clause de sécurité	27
Article 20.	Clauses de réexamen	27
Article 21.	Responsabilité et assurances	28
21.1	Responsabilité extracontractuelle.....	28
21.2	Responsabilité contractuelle.....	28
21.3	Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services..	29
21.4	Assurances	29
Article 22.	Obligation de vigilance dans les marchés publics	29
Article 23.	Résiliation	29
23.1	Généralités	29
23.2	Décès, incapacité du Titulaire du marché	29
23.3	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché.....	30
23.4	Faute du Titulaire du marché.....	30
23.5	Résiliation des bons de commandes.....	31
Article 24.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	31
Article 25.	Règlement des différends.....	31
Article 26.	Dérogation au C.C.A.G.	32

Article 1. Objet du marché

La présente consultation concerne la souscription de différents contrats d'assurances couverture sociale pour le compte du Numih France.

Lot 1 : Marché d'assurances complémentaire santé pour le personnel de Numih France

Lot 2 : Marché d'assurances prévoyance pour le personnel de Numih France

Article 2. Forme du marché**2.1 Choix de la procédure**

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application :

- des articles L. 2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique ;
- des articles R 2161-2 à R2161-5, L 2125-1, R 2162-1 à R2162-6 et R 2162- 13 à R2162 -14 du code de la commande publique

Le marché passé sous forme d'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 dudit code.

2.2 Allotissement

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens des articles L2113-10 et R2113-1 et suivant du Code de la Commande Publique.

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

N°	Références des lots de la consultation
1	Marché d'assurances complémentaire santé pour le personnel de Numih France
2	Marché d'assurances prévoyance pour le personnel de Numih France

2.3 Tranche optionnelle

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

2.4 Montants du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. La rémunération du présent marché se fait sur la base de prix unitaires qui sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Les quantités mentionnées dans le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur.

Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans ce document ne seraient pas atteintes.

■ Montant estimatif :

N°	Références des lots de la consultation	Montant estimatif en €HT
1	Marché d'assurances complémentaire santé pour le personnel de Numih France	6 000 000 € HT
2	Marché d'assurances prévoyance pour le personnel de Numih France	3 500 000 € HT

■ Montant maximum :

Le marché est conclu sans minimum et les montants maximum suivants pour la durée totale pour chaque lot :

N°	Références des lots de la consultation	Montant maximum en €HT
1	Marché d'assurances complémentaire santé pour le personnel de Numih France	7 800 000 HT
2	Marché d'assurances prévoyance pour le personnel de Numih France	4 500 000 HT

- Est entendu par montant maximum, le montant au-delà duquel le marché s'éteindra de fait.
- Est entendu par montant estimatif, le montant envisagé par l'acheteur sur la période pour la réalisation des prestations. Il ne s'agit donc pas d'un montant minimum.

Article 3. Durée et délais d'exécution du marché

3.1 Durée du marché

3.1.1 Durée du contrat

Le marché prendra effet le **1er janvier 2026**, pour une durée initiale de 1 an (12 mois).

Le présent marché comprend 3 reconductions tacites de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans. Le présent marché prendra fin au **31 décembre 2029**, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation suivantes.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché, ni refuser sa reconduction.

Outre les conditions prévues au Code des Assurances modifiées le cas échéant par les stipulations ci-après, le contrat est résiliable annuellement à la date anniversaire du contrat moyennant un préavis de 6 mois pour le Titulaire et de 6 mois pour l'Acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'assureur renonce à la faculté de résiliation du contrat pour sinistre prévue par le Code des assurances, en dehors de la résiliation annuelle à l'échéance et sous réserve du respect du préavis de 6 mois.

3.1.2 Variantes-PSE

a LOT 1 Mutuelle

Une variante est autorisée dans le cadre du présent marché.

Elle doit obligatoirement être accompagné d'une offre de base conforme au cahier des charges.

La variante devra respecter les exigences minimales suivantes :

- La variante ne pourra porter que sur l'ajout du type de bénéficiaire « *Conjoint* » avec tarification et conditions spécifiques.
- Elle devra faire l'objet d'un dossier distinct, reprenant l'ensemble des éléments de l'offre incluant la variante

L'acheteur se réserve la possibilité de retenir soit l'offre de base, soit la variante selon l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse.

Le choix entre l'offre de base et la variante sera réalisé au moment de la notification du marché.

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle.

b LOT 2 Prévoyance

Aucune variante n'est autorisée.

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle.

3.1.3 Marché de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des prestations similaires au présent marché public pourront être réalisées.

Le marché de prestations similaires pourra être mis en place dans les conditions fixées à l'article susmentionné.

Le montant maximum tient compte du coût de ces dernières dans le cas où l'acheteur souhaiterait y recourir. Le choix de l'acheteur de ne pas recourir aux prestations similaires n'ouvrira droit à aucune indemnisation du titulaire.

3.2 Délai d'exécution

Le Titulaire du présent marché s'engage à effectuer les prestations dans les délais mentionnés présent document.

Sur le lancement du marché :

La réunion de lancement, ayant pour objectif d'initier la prestation, sera organisée par le Titulaire sur le site de l'Acheteur 15 jours ouvrés au plus tard après la notification du marché.

Sur les plateformes :

La mise en œuvre de la plateforme à destination du service Ressources Humaines dans le cadre des lots 1 et 2, doit intervenir au plus tard au 1^{er} décembre 2025, afin que tout soit opérationnel au 1^{er} janvier 2026, à la date de prise d'effet du marché.

A ce titre et pour respecter ces échéances, des réunions hebdomadaires d'avancement auront lieu jusqu'à la mise en œuvre de la plateforme.

La plateforme à destination des salariés dans le cadre du lot 1, doit être opérationnelle à compter de la prise d'effet du contrat, soit au 1^{er} janvier 2026.

Les exigences relatives aux plateformes sont détaillées dans l'article 11 « *Plateforme* » du présent document.

Article 4. Application du C.C.A.G.- FCS

Le marché se réfère expressément au Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel le 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

En l'absence de précision, de disposition complémentaire ou de disposition dérogatoire inscrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, seules les dispositions inscrites au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestation intellectuelles seront applicables dans leur intégralité au titulaire du marché ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

Article 5. Documents contractuels

5.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante, pour chacun des lots :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes :
 - Le cas échéant, l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4) ;
 - Annexe 1 - Fiche tarification ;

- Annexe 2 – Fiche information - Organisme porteur du risque ;
- Annexe 3 – Mandat de l'organisme porteur de risque
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et ses annexes :
 - Annexe 4 Lot 1 – Sinistralité Lot 1 Mutuelle
 - Annexe 4 Lot 2 – Sinistralité Lot 2 Prévoyance
 - Annexe 5 Lot 1 – Données démographiques Numih France Lot 1 Mutuelle
 - Annexe 5 Lot 2 – Données démographiques Numih France Lot 2 Prévoyance
 - Annexe 6 Lot 1 – Garanties demandées Lot 1 Mutuelle
- Exigences de sécurité ;
- L'Annexe RGPD – RT / ST ;
- L'Engagement de confidentialité des tiers ;
- La Charte de Sécurité du Système d'Information ;
- Le Cadre de Réponse du Mémoire Technique du titulaire (C.R.T.) ;
 - Note de réserves ;
 - Note de gestion ;
 - Conditions générales de l'assureur ;
 - Document de présentation des modalités de gestion et des services associés à l'offre ;

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours d'exécution.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires originaux conservés par l'acheteur sont les seuls documents faisant foi.

Il est précisé que toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux stipulations des documents régissant le marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

5.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à le marché, notamment :

- Le Code de la commande publique ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (*) ;
- Le Code des assurances ;
- L'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses particulières.

(*) Ce document est un document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

5.3 Notification

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

Article 6. Sous-traitance / Cotraitance

6.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte

spécial signé par l'Acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public à l'acheteur au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,
- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;
- ❺ L'exemplaire unique du marché délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
- ❻ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

Il est entendu que le titulaire reste l'interlocuteur unique de l'acheteur, y compris pour les prestations sous-traitées.

6.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R.2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

6.3 Cotraitance

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, dans les deux formes de groupements, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

6.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant, les DC4 indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

Article 7. Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs au traitement des données à caractère personnels sont explicités dans l'annexe RGPD RT -ST du contrat. Ce document doit être complété et signé par titulaire du marché public.

Article 8. Condition d'exécution des prestations

8.1 Pilotage du marché

Les réunions entre les parties auront lieu dans les locaux de l'Acheteur ou en audio ou visioconférence, au choix de l'Acheteur.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu qui sera rédigé par le Titulaire qui sera envoyé au plus tard 5 jours ouvrés après chaque réunion. Le compte-rendu reprendra les points à l'ordre du jour ainsi que les points supplémentaires abordés en réunion.

A chaque réunion de pilotage (suivi et bilan final), le Titulaire fournira un reporting précis et régulier des résultats dont le formalisme aura été présentée à l'Acheteur lors de la réunion de lancement.

L'Acheteur attend du titulaire toutes les analyses permettant d'approfondir et d'expliquer certains résultats du reporting.

8.1.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée par le titulaire sur le site de l'Acheteur 15 jours ouvrés au plus tard après la notification du marché.

Cette réunion a pour objectif d'initier la prestation.

Le titulaire proposera des recommandations en matière d'organisation, de nature à permettre le fonctionnement optimal de la prestation.

Elle a pour ordre du jour :

- Présentation de l'équipe de l'Acheteur et des différentes responsabilités des intervenants.
- Présentation de l'équipe du titulaire et des différentes responsabilités des intervenants.
- Présentation de la démarche service du titulaire.
- Présentation du fonctionnement du marché.
- Pilotage, suivi et reporting (présentation tableau de bord et indicateurs)
- Facturation (services...etc.)
- Ambiguïtés éventuelles à lever.

8.1.2 Réunion de pilotage

Une réunion de suivi se tiendra trimestriellement pendant toute la durée du marché. Le rythme pourra être ajusté, avec l'accord des deux parties au contrat, en fonction de l'évolution des besoins.

Ces réunions de pilotage permettront de suivre les engagements réciproques du Titulaire et de l'Acheteur, les objectifs communs et les plans d'action associés.

8.2 Lieu d'exécution des prestations

Selon le type de prestation, ces dernières seront réalisées en France Métropolitaine :

- Soit dans les locaux du Titulaire ;
- Soit dans les locaux de l'Acheteur (tous sites).

8.3 Qualité

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché. À ce titre, il garantit le respect des stipulations du présent marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et prestations du présent marché.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du Projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

8.3.1 Représentant du Titulaire

Le Titulaire du marché désigne un Collaborateur dédié à la compétence nécessaire pour le suivi du présent marché. Le Collaborateur ainsi dédié est l'interlocuteur de l'Acheteur pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire désigne également un collaborateur dédié suppléant qui interviendra en cas d'empêchement du collaborateur dédié Titulaire. Les personnels du Titulaire affectés à la mission, dont le Collaborateur dédié, peuvent à tout moment être remplacés sur son initiative, à condition que la ou les remplaçants soient de compétence au moins équivalente.

Tout changement de collaborateur dédié après information de l'Acheteur (le Représentant de l'Acheteur et le Responsable de projet), dans un délai de deux mois avant sa cessation de fonction, doit se faire tout en assurant la continuité du service rendu. Dans ce même délai de deux mois, le Titulaire présente le remplaçant au Représentant de l'Acheteur et au Responsable Projet de l'acheteur.

A défaut de désignation, ou si le Responsable de projet remplaçant est récusé dans un délai d'un mois à compter de sa nomination, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-FCS.

8.3.2 Représentation de l'acheteur

Le responsable de projet désigné par l'acheteur pour le suivi des prestations est le Responsable de l'activité et du service où doit se réaliser la prestation.

Il assure la cohérence des missions confiées au Titulaire et coordonne les prestations.

Article 9. Spécifications techniques : LOT 1 : Complémentaire sante

9.1 Stipulations générales

Numih France souhaite l'établissement d'un contrat « *Complémentaire santé* » pour ses 1500 agents contractuels sur le territoire national (incluant Alsace-Moselle et DROM-COM).

Numih France est un groupement d'intérêt public spécialisé dans les services numériques à destination des opérateurs de santé.

À compter du 1er janvier 2026, l'obligation de participation employeur à hauteur de 50 % sur les contrats santé sera effective pour tous les agents publics de l'État, conformément au décret n°2022-633. Le présent marché est structuré pour anticiper cette évolution réglementaire.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat. Ces dispositions sont réputées déroger à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'organisme assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'organisme assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application prendrait un caractère prioritaire.

9.2 Garanties accordées

La nature et l'étendue des garanties sont précisées en annexe 6 et s'entendent à législation et réglementation constantes. Elles sont déterminées, de même que leurs expressions, leurs règles d'application et leurs modes de liquidation, compte tenu des dispositions réglementaires ou législatives et des bases de remboursement de la sécurité sociale en vigueur à la date d'effet.

En cas de réforme de l'assurance maladie et de la classification commune des actes médicaux (CCAM), l'expression, les règles d'application et les modes de liquidation des garanties seront adaptées par l'assureur au plus tôt, à la date d'application par la sécurité sociale des dispositions et/ou des bases de remboursement (CCAM) nouvelles.

Les tableaux des garanties constituent l'annexe 6 du présent cahier des clauses particulières. Les montants exprimés en pourcentage du BR (base de remboursement de la SS) comprennent le remboursement de la sécurité sociale ; à concurrence des frais réels.

Les prestations, seront versées par virement, directement aux collaborateurs.

Des accords d'échanges informatisés ont été signés avec l'ensemble des C.P.A.M. de France, permettant de faire bénéficier les assurés du régime général de la gestion NOEMIE. La mise en place doit être automatique pour tous agents et leurs ayants-droits fournissant la copie de leur attestation vitale en cours de validité, sauf :

- en cas de refus de l'assuré notifié par courrier ;
- si la gestion NOEMIE fonctionne déjà auprès d'un autre organisme complémentaire (pour un ayant droit du salarié) ;

9.3 Services connexes inclus

Le montant du marché inclus l'ensemble des services connexes détaillés dans le CRT du titulaire.

- Accompagnement au retour à l'emploi : proposition systématique d'un plan individualisé (psychologique, administratif, ergothérapie, appui RH).
- Plateforme RH : outil de gestion simplifié pour la déclaration des sinistres, le suivi, les affiliations, les comptes-rendus.
- Plateforme collaborateurs : accès appli mobile
- Présentation semestrielle d'un compte de résultats aux représentants du personnel comprenant : nombre de sinistres, consommation par garantie, provisions, frais de gestion, cotisations perçues, produits financiers.

9.4 Stipulations particulières

9.4.1 - Il est convenu que les garanties s'exerceront dès la prise d'effet du contrat.

L'adhésion interviendra sans délai d'attente ni questionnaire médical (aucune information médicale ne doit être recueillie) sous réserve de la transmission à l'organisme assureur de la liste :

-Les agents actifs et leurs ayants droit (adhésion obligatoire) (*).

- Les agents actifs mis à disposition auprès de NUMIH FRANCE (adhésion facultative, pas de participation, prélèvement bancaire), environ 50 agents à ce jour.
- Les retraités et leurs ayants-droits qui ont adhéré au contrat (**CONTRAT INDIVIDUEL LOI EVIN**).

(*) A noter que dans le cadre d'une 1ère mise en place d'un contrat collectif à adhésion obligatoire, l'article 11 de la loi Evvin s'applique :

Les salariés présents dans l'entreprise au moment de la mise en place d'un dispositif de prévoyance complémentaire par décision unilatérale de l'employeur (DUE), acte initial uniquement, peuvent demander à être dispensés d'adhérer au régime dès lors qu'une contribution salariale est demandée.

Après la date d'effet du contrat, les garanties sont acquises sans délai de carence ni questionnaire médical pour :

- les agents embauchés en CDI. et leurs ayants droits postérieurement à la date d'effet du contrat dès le 1er jour d'embauche.
- Les agents actifs mis à disposition auprès de NUMIH FRANCE (adhésion facultative, pas de participation, prélèvement bancaire).
- les nouveaux ayants droits (mariage, PACS...) : à compter du premier du mois suivant la réception de la demande.
- les nouveaux nés : à compter du 1er jour du mois de leur naissance dans la mesure où l'inscription est demandée dans les 3 mois qui suivent la naissance.

9.4.2 - Par ayants droit du salarié il faut entendre :

-son conjoint non séparé de droit, ou à défaut son partenaire de PACS, ou à défaut son concubin, à charge au sens de la Sécurité Sociale ou relevant à titre personnel d'un régime de Sécurité Sociale

- Est considéré comme partenaire de PACS la personne liée à l'adhérent par un Pacte Civil de Solidarité tel que défini aux articles 515-1 et suivants du code civil ;
- Est considéré comme concubin, au sens de l'article 515-8 la personne vivant en couple avec l'adhérent dans le cadre d'une union de fait, s'il peut être prouvé la vie commune, sous la forme d'un justificatif (quittance de loyer...) :

-ses enfants à charge : Sont considérés comme à charge les enfants légitimes, naturels, reconnus ou adoptifs du salarié ou de son conjoint, partenaire de PACS ou concubin, si ces enfants satisfont à l'une des conditions suivantes :

-être âgé de moins de 20 ans ayant droit de l'adhérent, de son conjoint, partenaire de PACS ou concubin au sens de la sécurité sociale et à charge fiscalement.

-être âgé de 28 ans au plus (jusqu'au 31 décembre de leur 28ème anniversaire), sur présentation d'un justificatif s'ils poursuivent des études secondaires ou supérieures.

-être à la recherche d'un premier emploi et inscrit à ce titre comme demandeur d'emploi à Pôle Emploi, durant une année à partir de la fin de leurs études, dans la limite de leur 28ème anniversaire (jusqu'au 31 décembre de leur 28ème anniversaire).

-sans limite d'âge, s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'Article L.241-3 du Code de l'action sociale et des Familles.

-les ascendants non imposables, à la charge fiscale et matérielle exclusive de l'adhérent, son conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS.

Dans tous les cas, la présentation régulière des pièces justificatives nécessaires conditionne le maintien des garanties.

Sur demande justifiée, un ayant droit pourra demander sa radiation par l'intermédiaire du salarié assuré. Cette radiation intervenant à la fin du mois de la demande.

9.4.3 - En cas de radiation des effectifs de l'Établissement :

a) **Par suite d'un décès, de démission, départ en retraite ou de survenance du terme d'un contrat de travail**, le salarié est radié de la garantie à la fin du mois qui suit l'évènement ou au terme du contrat de travail.

Il a (ses ayants droits en cas de décès), cependant la possibilité de souscrire auprès du même assureur un contrat individuel lui garantissant, pour le ou les mêmes risques, des prestations d'un niveau similaire à celui assuré par le présent contrat, et ce dans les conditions légales et réglementaires (Loi Evin). Les conditions d'adhésion et tarifs sont ceux applicables aux assurances individuelles. Aucun délai de carence, ni questionnaire médical n'est applicable lorsque la demande de souscription est présentée dans les 6 mois suivant l'événement entraînant la perte de la qualité d'assuré au titre du présent contrat collectif. La garantie prendra effet le jour de la demande d'adhésion au contrat individuel.

Il est précisé que la résiliation du contrat collectif n'a aucun impact sur les contrats individuels « loi Evin ». Ces derniers continueront à être couverts par l'assureur.

b)En cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance « chômage » l'organisme assureur appliquera les dispositions en vigueur concernant la portabilité à la date du licenciement.

c)En cas de suspension du contrat de travail, le salaire est maintenu en tout ou partie :

Les garanties sont maintenues suite à maladie, maternité et accident.

d)En cas de suspension du contrat de travail, le salaire n'est pas maintenu :

Les garanties peuvent être maintenues sur demande de l'adhérent pour les motifs suivants sous réserve que la demande soit présentée dans les 2 mois :

-Congé parental d'éducation, congé sans solde pour motifs personnels, congé pour présence parentale ou accompagnement d'une personne en fin de vie, congé sabbatique, congé pour création d'entreprise. L'adhérent réglera l'intégralité de la cotisation auprès de l'assureur.

9.4.4 Il n'y a pas d'exclusion particulière pour les accidents d'aéronefs, les accidents de tous sports / loisirs pratiqués à titre amateur.

9.4.5 Les garanties s'appliquent dans le monde entier pour des séjours d'une durée inférieure à 3 mois consécutifs. En cas d'hospitalisation à l'étranger et si besoin, l'organisme assureur accepte le règlement des avances ou cautions exigées pour cette hospitalisation.

9.4.6 Pour les frais engagés en dehors de France, sous réserve que la Caisse de Sécurité Sociale à laquelle l'adhérent est affilié intervienne, le complément sera pris en charge par l'assureur sur la base des garanties prévues au présent contrat.

9.4.7 Les frais prescrits antérieurement à la prise d'effet du présent contrat mais non encore réalisés sont pris en charge par le présent contrat.

9.4.8 En cas d'hospitalisation dans un établissement conventionné, l'assureur délivre un accord de prise en charge garantissant le paiement de l'ensemble des frais dans la limite des garanties accordées au tableau des garanties.

9.4.9 Pour les frais engagés hors secteur conventionné, la prise en charge au titre du présent contrat sera calculée par référence au régime de base pour les actes effectués en secteur conventionné.

9.4.10 Le candidat s'engage (article 15 de la loi EVIN) à transmettre annuellement au souscripteur un compte de résultats consignant :

- d'une part :
 - les résultats de la consommation par exercice, décliné par poste de garantie et mettant en évidence l'évolution du nombre de règlements effectués en regard du nombre de personnes assurées,
 - les provisions (avec indication des méthodes de calcul),
 - les frais de gestion,
- d'autre part :
 - les cotisations perçues hors taxes,
 - les produits financiers.

9.4.11 Le candidat complètera intégralement l'annexe Note de gestion et pourra joindre un mémoire précisant les modalités de mise en place du contrat de sa gestion et de remboursement des prestations (télétraitement NOEMIE et gestion « papier »).

9.4.12 L'organisme d'assurance porteur du risque fournira la notice d'information prévue par le code des assurances et le code de la Mutualité.

9.4.13 L'organisme d'assurance remettra, en temps opportun, à l'assuré une carte lui permettant de bénéficier du tiers payant (carte qui reste propriété de l'assureur). Cette carte doit permettre le tiers payant dans la plupart des pharmacies, hôpitaux et cliniques, laboratoires et radiologues. A ce sujet le candidat apportera à l'annexe Note de gestion, les précisions nécessaires concernant le réseau « tiers payant ». L'assuré pourra demander des cartes supplémentaires pour ses ayants-droits (une carte par ayant-droit).

9.4.14 En cas de sinistre mettant en jeu la responsabilité d'un tiers, l'organisme assureur est subrogée à exercer le recours pour l'assuré, en récupération des sommes restant à sa charge.

9.5 Antécédents du risque

A noter que les garanties demandées sont inspirées de la grille de prestations de la convention Syntec (bien que NUMIH FRANCE ne soit pas rattaché à cette convention).

Article 10. Spécifications techniques : LOT 2 : Prévoyance

10.1 Stipulations générales

Numih France souhaite la réalisation d'un contrat de prévoyance géré en capitalisation pour ses 1500 agents contractuels sur le territoire national (incluant Alsace-Moselle et DROM-COM). La gestion en capitalisation* implique le maintien des garanties pour tout événement couvert survenu pendant la période de validité du contrat, même après sa résiliation.

Type de gestion :	<p>Capitalisation</p> <p>Par capitalisation, on entend le maintien des garanties après le terme du contrat mis en place dans le cadre de la présente consultation pour les événements survenus pendant la période de garantie, sans limitation de temps : encore en cours à cette date, non encore déclarés ou faisant l'objet d'une rechute validée par l'autorité compétente.</p>
-------------------	--

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat. Ces dispositions sont réputées déroger à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'organisme assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'organisme assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application prendrait un caractère prioritaire.

10.2 Garanties accordées

A – Présentation du contexte

Traitement de référence :

Le salaire brut fixe versé par l'employeur à l'agent au cours des douze derniers mois civils précédant la date de l'événement ouvrant droit aux prestations.

En cas d'arrêt de travail du salarié au cours de cette période, le salaire de référence est le salaire brut fixe intégralement reconstitué.

Ce salaire est éventuellement majoré des rémunérations variables supplémentaires, régulièrement versées (heures supplémentaires, Unités compensatoires, indemnités diverses, primes mensuelles,) à l'exclusion des primes exceptionnelles.

Exclusion : la couverture prévoyance interviendra quand le salarié aura validé la période d'essai

B – Garanties demandées

DECES OU PERTE TOTALE ET IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE (toutes causes)

L'organisme assureur garantit **le versement d'un capital en cas de décès ou perte totale et irréversible d'autonomie exprimé à 100% du salaire annuel brut de référence. Le capital est majoré de 50% par enfant à charge.**

L'invalidité absolue et définitive consécutive à une maladie ou à un accident est reconnue à condition que cette invalidité :

- Mette définitivement l'assuré dans l'incapacité de se livrer à la moindre activité ou occupation ;
- L'oblige à recourir, sa vie durant, à l'aide d'une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie.

Le versement du capital au titre de la perte totale et irréversible d'autonomie fait cesser la garantie DECES.

Cessation du service des prestations :

- à la date de résiliation du contrat ;
- à la date de la liquidation de la pension de retraite par le régime de base du salarié,
- lors du décès (ou PTIA) du salarié.
- en cas de démission ou de radiation des effectifs de l'employeur.

INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL

Nature de l'indemnité :

Après une franchise de 90 jour discontinuée, versement mensuel d'une indemnité équivalente à 90 % du traitement brut reconstitué, jusqu'au 1095^e jour d'arrêt.

Se reporter au tableau des garanties ci-dessous.

Condition de la prestation :

La prestation est servie mensuellement, à terme échu.

Pour chaque arrêt il est fait application de la franchise figurant au tableau des garanties.

Cessation du service des prestations :

- le jour de la reprise d'activité,
- à la fin de l'indemnisation par l'assurance maladie au titre du régime général de la Sécurité sociale ;
- à la fin du contrat de travail ;
- à la date d'effet d'un congé parental ;
- à la date d'effet d'une mise en disponibilité (convenance personnelle).
- Au 1095^{ème} jour d'arrêt de travail,
- à la liquidation d'une pension d'invalidité par le régime de base du salarié,
- à la date de la liquidation de la pension de retraite par le régime de base du salarié,
- lors du décès (ou PTIA) du salarié.

INVALIDITE PERMANENTE

Nature de l'indemnité :

Versement d'une rente au salarié qui se trouve dans l'impossibilité médicalement constatée d'exercer son activité professionnelle par suite de maladie, accident de vie privée ou maladie professionnelle reconnus par le régime de base.

Niveau d'indemnisation :

Se reporter au tableau des garanties.

Cessation du service des prestations :

Le service des prestations cesse :

- au jour de la reprise du travail à temps complet ou partiel à l'exclusion de la reprise du travail à temps partiel thérapeutique.
- lors de la liquidation de pension de retraite du salarié,
- lors du décès du salarié.

C – Formule de garanties

	GARANTIES	CIRCONSTANCES	PRESTATIONS (brut)
SOLUTION DE BASE	GARANTIE DECES / PTIA (toutes causes)	Tout assuré	100% + majoration de 50% par enfant à charge
		Franchise discontinue	90 jours
	GARANTIE INCAPACITE	Du 91ème jour au 365ème jour	90%
		À partir du 366ème jour	90%
		INVALIDITE SUITE A MALADIE :	
	GARANTIE INVALIDITE	33 % < taux IPP < 66 %	0,54
		Taux IPP > 66 %	90%
		INCAPACITE PERMANENTE :	
		1ère catégorie	54%
		2ème / 3ème catégorie	90%

10.3 Services connexes inclus

Le montant du marché inclus l'ensemble des services connexes détaillés dans le CRT du titulaire.

- Accompagnement au retour à l'emploi : proposition systématique d'un plan individualisé (psychologique, administratif, ergothérapie, appui RH).
- Plateforme RH : outil de gestion simplifié pour la déclaration des sinistres, le suivi, les affiliations, les comptes-rendus.
- Présentation semestrielle d'un compte de résultats aux représentants du personnel comprenant : nombre de sinistres, consommation par garantie, provisions, frais de gestion, cotisations perçues, produits financiers.

10.4 Stipulations particulières

10.4.1 - Il est convenu que les garanties s'exerceront **dès la prise d'effet du contrat**.

Exclusion : Les arrêts en cours des collaborateurs avant le 01/01/2026 seront pris en charge par le contrat de prévoyance en vigueur.

L'adhésion interviendra sans délai d'attente ni questionnaire médical (aucune information médicale ne doit être recueillie) :

-sous réserve de la transmission de la liste des salariés à l'organisme assureur ;

Exclusion : la couverture prévoyance interviendra quand le salarié aura validé la période d'essai

Les salariés en arrêt de travail pour raisons médicales, ceux en mi-temps thérapeutique et ceux revenant de congé parental ou de disponibilité (congés sans solde) seront affiliés **dès leur reprise effective d'activité**.

10.4.2 - Les services du pouvoir adjudicateur s'engagent à indiquer mensuellement les sorties d'effectif (radiations / démissions...).

10.4.3 - En cas de radiation des effectifs :

-suite à un licenciement (sauf en cas de faute lourde) l'organisme assureur appliquera les dispositions en vigueur concernant **la portabilité** à la date du licenciement.

-suite à un départ volontaire l'organisme assureur proposera une alternative individuelle de garanties que le démissionnaire sera libre de refuser.

10.4.4 - Les prestations seront revalorisées automatiquement :

-en fonction de l'évolution du point de retraite.

10.4.5 - En cas de résiliation du contrat :

-le service des prestations est maintenu au niveau atteint à la date d'effet de la résiliation jusqu'à la survenance d'un événement contractuellement prévu mettant fin à la garantie (reprise d'activité, retraite, décès...).

-l'organisme assureur garantit le maintien des garanties décès en faveur des salariés en arrêt incapacité ou invalidité à la date de résiliation. Le maintien des garanties s'applique, y compris après rupture du contrat de travail, aussi longtemps que le participant perçoit de la Sécurité sociale des indemnités journalières ou une rente d'invalidité.

-Le nouvel assureur prendra en charge la revalorisation des prestations en cours de service au titre de l'incapacité temporaire de travail ou d'invalidité permanente ainsi que les rentes de conjoint ou d'éducation, il revalorisera les bases de calcul des différentes prestations relatives à la couverture du risque décès.

10.4.6 - La cotisation relative aux garanties retenues cesse d'être due dès le versement des prestations en cas d'arrêt total de travail ou invalidité et pendant toute la durée du versement.

10.4.7 - L'organisme assureur s'engage à prendre en charge tout sinistre déclaré postérieurement au terme du présent contrat dont le fait générateur est survenu durant la période de validité dudit contrat.

10.4.8 - Il n'y a pas d'exclusion particulière pour :

-les accidents d'aéronef, les accidents de sport quel qu'il soit, pratiqué à titre amateur...

-lorsque l'agent est victime d'un attentat ou d'une agression à laquelle il n'a pas pris part (et en cas de légitime défense).

10.4.9 - Les garanties s'appliquent dans le monde entier pour des **séjours d'une durée inférieure à 3 mois consécutifs**.

10.5 Bénéficiaires et conditions

10.5.1 - Le ou les bénéficiaires du capital décès sont :

La ou les personnes désignées de façon manuscrite par l'agent (assuré) auprès de l'organisme assureur.

En l'absence de désignation le capital est attribué suivant l'ordre de priorité suivant :

-au conjoint survivant non séparé de corps par un jugement définitif :

-à défaut à la personne liée à l'assuré par un pacte civil de solidarité ou en concubinage

•Est considéré comme partenaire de PACS la personne liée à l'adhérent par un Pacte Civil de Solidarité tel que défini aux articles 515-1 et suivants du code civil ;

•Est considéré comme concubin, au sens de l'article 515-8 la personne vivant en couple avec l'adhérent dans le cadre d'une union de fait, s'il peut être prouvé la vie commune, sous la forme d'un justificatif (quittance de loyer...) ;

-à défaut aux enfants nés ou à naître ;

-à défaut aux ascendants ;

-à défaut aux héritiers.

10.5.2 - Sont considérés comme à charge :

10.5-2-1 : les enfants légitimes, naturels, reconnus ou adoptifs du salarié ou de son conjoint, partenaire de PACS ou concubin, si ces enfants satisfont à l'une des conditions suivantes :

-nés ou à naître dans les trois-cents jours suivant le décès du salarié assuré, si ce dernier est le père légitime.

-Être à charge fiscalement non salarié et ayant droit de l'adhérent, de son conjoint, partenaire de PACS ou concubin au sens de la sécurité sociale

-Être âgé de 26 ans au plus (jusqu'au 31 décembre de leur 26ème anniversaire), sur présentation d'un justificatif :

☐ s'ils poursuivent des études secondaires ou supérieures entraînant l'affiliation au régime de Sécurité sociale des Etudiants ;

☐ s'ils sont sous contrat d'apprentissage, de professionnalisation ou d'orientation.

-Être à la recherche d'un emploi et inscrit à ce titre comme demandeur d'emploi à Pôle Emploi, durant une année à partir de la fin de leurs études, dans la limite de leur 27ème anniversaire (jusqu'au 31 décembre de leur 27ème anniversaire).

-Sans limite d'âge, s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'Article L.241-3 du Code de l'action sociale et des Familles.

10.5-2-2 : les ascendants non imposables, à la charge fiscale et matérielle exclusive du salarié, son conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS ;

10.5.3 - L'organisme assureur s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, annuellement un compte de résultats :

- d'une part :

-les résultats de la consommation par exercice, décliné par poste de garantie et mettant en évidence l'évolution du nombre de règlements effectués en regard du nombre de personnes assurées ;

-Les provisions (avec indication des méthodes de calcul),

-Les frais de gestion.

- d'autre part :

-les cotisations perçues hors taxes ;

-les produits financiers ;

À tout moment, sur demande du Pouvoir adjudicateur et sous un délai de 30 jours, l'organisme assureur lui communiquera l'état des sinistres réglés sur l'exercice en cours.

10.5.4 - L'organisme assureur complètera impérativement les rubriques du livret technique (Annexe Note de gestion).

10.5.5 - L'organisme assureur produira la **notice d'information** prévue par le code des assurances et le code de la Mutualité. Le Pouvoir adjudicateur avise le salarié assuré de toute modification éventuelle dans ses droits et obligations.

10.5.6 - L'organisme assureur est subrogé dans les droits de l'adhérent, victime d'un accident, dans son action contre le tiers responsable de l'accident, que la responsabilité du tiers dans l'événement soit totale ou partagée.

10.5.7 - Les demandes de prestations ne sont prises en compte que si elles parviennent à l'assureur dans un délai de neuf mois suivant la date de survenance du fait générateur des droits.

10.5.8 - Les parties conviennent de se communiquer réciproquement, dès qu'elles en ont connaissance, tout fait ou tout acte juridique, décisions législatives, réglementaires ou conventionnelles, susceptibles d'entraîner une révision des conditions du contrat

10.6 Antécédents du risque

Garanties identiques pour les collaborateurs déjà couverts. Mise en place des garanties pour les collaborateurs ex SIB.

Article 11. Plateformes

La mise en œuvre de la plateforme à destination du service Ressources Humaines dans le cadre des lots 1 et 2, interviendra selon les délais prévus à l'article 3.2 « *délais d'exécution* » du présent document.

A ce titre et pour respecter ces échéances, des réunions hebdomadaires d'avancement auront lieu jusqu'à la mise en œuvre de la plateforme.

La plateforme à destination des salariés dans le cadre du lot 1, doit être opérationnelle selon les délais prévus à l'article 3.2 « *délais d'exécution* » du présent document.

11.1 Accompagnement et formation à destination du service ressources humaines

Dans le cadre de la mise en place de l'outil, un accompagnement est réalisé par le prestataire par le biais notamment de la mise place de formations permettant l'autonomie des équipes ressource humaine sur l'outil.

Ces éléments sont inclus dans le cadre du marché (sans frais supplémentaires).

11.2 Modalités de maintenance des plateformes

Les modalités de maintenances des plateformes à destination du Service ressource humaine et des salariés sont celles prévues dans le cadre du C.C.A.G.-FCS complétées par les stipulations ci-dessous.

11.2.1 Maintenance corrective

Une maintenance corrective sera opérée afin de corriger les dysfonctionnements et garantir le bon fonctionnement de la plateforme.

a Délai d'intervention

Dans le cadre de cette maintenance, le titulaire s'engage sur des délais d'intervention selon la garantie de l'incident (bloquant, majeur mineur).

- En cas d'incident bloquant, le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans les 4 heures ouvrées.
- En cas d'incident majeur, le titulaire doit être en mesure d'intervenir sous 24 à 48 heures.
- En cas d'incident mineur, la correction doit intervenir lors d'une mise à jour.

b Canaux de support de maintenance

Le titulaire indiquera les canaux de support : email, hotline, ticketing, en ligne ainsi que les plages horaires de support (exemple du lundi au vendredi de 8 h à 18 heures).

Article 12. Modalités d'exécution des prestations

12.1 Droits et obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à communiquer au personnel du Titulaire toute information et tout documents nécessaires à l'exécution des prestations, objet du marché, sous réserve qu'il dispose de ces éléments et qu'ils ne présentent pas un caractère confidentiel.

L'Acheteur est ainsi tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du Titulaire les informations le concernant et qui lui seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

Audit :

L'Acheteur se réserve le droit de pratiquer des audits sur les prestations objets des marchés ou de les faire pratiquer par un tiers. Ces audits peuvent porter sur tout ou partie du périmètre des prestations du marché subséquent.

Sur demande de l'Acheteur, le Titulaire s'engage à délivrer, le cas échéant, les accès nécessaires à tout document permettant la préparation, la réalisation et le suivi de l'audit.

Ces audits peuvent être déclenchés à tout moment par l'Acheteur, notamment lorsque l'Acheteur identifie des écarts qui ne font pas l'objet d'un traitement approprié à même de garantir la qualité des travaux / livrables attendus.

Le déclenchement et la planification des audits sont instruits dans le cadre de la prestation à auditer.

A l'issue des audits, un rapport d'audit est établi par l'Acheteur (ou le tiers que l'Acheteur a diligenté pour mener l'audit).

Les écarts constatés doivent faire l'objet de mesures correctives par le Titulaire. Le Titulaire doit présenter à l'Acheteur un plan d'actions pour la correction des écarts. Seul l'Acheteur, ou le tiers diligenté pour mener les audits, peut lever les écarts constatés au regard de la pertinence du plan d'action proposé et mis en œuvre par le Titulaire.

Le temps passé par le personnel du Titulaire, pour la participation aux audits et aux traitements des écarts constatés, reste à sa charge.

Le responsable de la prestation auditée du Titulaire est l'interlocuteur privilégié de l'auditeur, du directeur de projet, tant pour l'organisation, la mise en œuvre que le suivi des audits.

L'Acheteur se réserve le droit de faire accompagner l'auditeur par un ou plusieurs de ses experts techniques.

12.2 Droits et obligations du Titulaire

Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de l'Acheteur sans consulter préalablement le coordinateur désigné par elle.

Le Titulaire s'interdit d'interroger les acteurs (hors acheteur) à l'opération sans accord préalable exprès.

Le Titulaire garde la propriété des méthodes, du savoir-faire et des procédés qu'il aura développés ou mis en œuvre pour exécuter ses prestations.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de l'acheteur.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de l'acheteur.

La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable de l'acheteur.

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai l'acheteur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les documents contractuels.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'acheteur dans le cas où cette dernière émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'acheteur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

□ **Obligation de mise en garde** : le titulaire doit communiquer à l'Acheteur, pendant toute la durée du marché, toute information dans son domaine de compétence portant notamment sur les performances de la démarche engagée.

□ **Obligation de renseignement** : le titulaire devra communiquer, sur simple demande de l'Acheteur, les moyens d'obtenir des informations relatives à l'évolution des caractéristiques et spécificités de l'activité et de l'offre de services du titulaire et des solutions actualisées correspondant à l'objet du marché.

□ **Obligation de conseil** : le titulaire devra conseiller l'Acheteur dans ses choix et notamment :

- L'informer de toute amélioration possible en rapport avec les choix qu'elle aura arrêtés,
- Lui signaler toute orientation nuisible ou défectueuse, tout choix stratégique présentant des risques anormaux présents ou futurs au vu des informations fournies au titre de son obligation de mise en garde,
- Signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Acheteur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

12.3 Nature des obligations du Titulaire

Le Titulaire est seul responsable de l'ensemble des choix, des moyens techniques, logistiques, informatiques, humains, et matériels à mettre en œuvre pour garantir la conformité des prestations aux règles du marché ainsi qu'aux règles de l'art.

En tout état de cause, le Titulaire réalise les prestations objet du présent marché conformément aux documents contractuels et dans le respect d'une obligation de résultats portant sur le respect des délais d'exécution des prestations et des exigences de confidentialité.

Le titulaire est tenu à obligation à une obligation de résultat en ce qui concerne le respect des délais et de la confidentialité.

12.4 Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

12.4.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent aux Titulaires, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

12.4.2 Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

12.5 Confidentialités et sécurité

L'Acheteur et le Titulaire s'engagent à respecter mutuellement les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité dont l'étendue est ci-dessous rappelée.

Obligations du Titulaire :

Le Titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) :

- Concernant les informations, les documents et les outils informatiques :
 - à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

Seul le personnel de l'acheteur, ainsi que le personnel habilité par le Titulaire dans le cadre du présent marché, sont autorisés à accéder aux informations, aux documents et aux outils informatiques nécessaires à l'exécution de la prestation.

- à ne pas utiliser les informations, les documents et outils informatiques mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché.
 - à ne pas modifier, altérer ou copier les informations, les documents et outils informatiques dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché.
 - à faire prendre et respecter les mêmes engagements de confidentialité vis à vis de son personnel.
- Concernant la sécurité :
 - à prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents et des outils informatiques dont il disposera dans le cadre de l'exécution du marché et qu'il devra échanger ou partager avec l'acheteur ou l'acteur de santé.
 - Concernant la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques :
 - à respecter et à faire respecter par son personnel la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques applicables aux personnels des acteurs de santé pour le compte duquel la prestation est réalisée.

Obligations de l'Acheteur :

L'Acheteur s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché (si le caractère confidentiel est assuré par l'acheteur [absence de communication à des tiers], le Titulaire partage ses méthodes avec l'acheteur),
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

Vérification du respect des engagements :

- L'acheteur, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le Titulaire, des engagements prévus au présent article.

Durée des obligations :

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché pour une durée 10 ans.

Exception à la protection :

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics, notamment les informations et documents déjà en possession du Titulaire, ceux élaborés de façon indépendante par le Titulaire en dehors du cadre de ce marché, voire obtenus de tiers par des moyens légitimes.

A l'issue du chaque marché :

- Les fichiers et les documents opérationnels propriété de l'acheteur ou de ses ayants droit, seront restitués ;
- Tous les éléments restituables avant la fin de cette opération devront l'être dès que possible.
- Le Titulaire s'engagera à ne conserver aucune donnée liée à l'acheteur ou aux établissements avec lesquels il a collaboré

Article 13. Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la notification du marché, le Titulaire devra avoir rédigé et présenté à l'Acheteur un plan de continuité d'activité (PCA), indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée au profit de l'Acheteur ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise. Le Titulaire s'engage à tenir à jour le PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant la prestation.

Le prestataire détaille dans le cadre du plan de sauvegarde et de continuité :

- Comment est opérée la protection de données contre toute perte accidentelle ou malveillante et notamment :
 - La fréquence des sauvegardes (quotidienne, horaire, e, temps réel)
 - La localisation des sauvegardes (locales sur serveur, distantes sur cloud ou autre site physique) et géographiquement.
 - La durée de conservation des fréquences
 - Le chiffrement des sauvegardes
 - Les tests réguliers de restauration etc.

Le prestataire détaille également dans le cadre du plan de continuité :

- Comment est assurée la disponibilité du service en cas de panne, cyberattaque, sinistre ou erreur humaine et comment est garantie une reprise rapide de l'activité avec un impact minima
- Architecture redondée
- Bascule automatique

Article 14. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 33 du C.C.A.G.-FCS.

Article 15. Constatation de l'exécution des prestations

Sauf écrit contraire de la part de l'acheteur, l'admission de la prestation du Titulaire est prononcée à compter de la date de validation du dernier livrable attendu du Titulaire dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

Le représentant de l'acheteur concerné remettra au Titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde du marché, cette dernière tiendra lieu de décision d'admission. Cette attestation constate que le Titulaire a rempli toutes ses obligations. Le Titulaire joint une copie de cette décision à sa facture.

A défaut, c'est le mandatement et le cas échéant le paiement du solde, qui tiendra lieu d'attestation.

Article 16. Émission des bons de commande

16.1 Émission des bons de commande

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission de bons de commande formalisés au travers des demandes d'adhésions.

Aucune prestation ne pourra être réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par l'Acheteur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande.

L'Acheteur est en droit d'émettre des bons de commande jusqu'au dernier jour.

Les commandes peuvent être adressées dès la notification jusqu'à l'expiration de la durée du marché. A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme, sans pouvoir excéder 6 mois après la fin du marché.

Le délai et les modalités d'exécution sont mentionnés dans le bon de commande, à défaut le point de départ du délai est la date de notification du bon de commande.

16.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine et valent ordre de réaliser les prestations.

Les bons de commande comporteront au minimum les mentions suivantes :

- Les références du marché (numéro et dénomination) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ;
- Le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- Les montants de la commande HT et TTC et taux de TVA ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations

L'Acheteur met à disposition les informations nécessaires à la bonne réalisation du bon de commande.

Le titulaire a une obligation de conseil envers l'Acheteur.

Dans ce cadre, par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.–FCS, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours à compter de la réception du bon de commande pour accuser réception par retour daté et signé du bon de commande et signaler à l'organisme toute réserve dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations objet du présent marché

En l'absence de réserves par le titulaire dans le délai ci-dessus, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

16.3 Modification, suspension et interruption des bons de commande

L'Acheteur a la faculté de modifier, suspendre ou interrompre un ou des bons de commande moyennant un préavis de quinze (15) jours. Le Titulaire doit, s'il l'estime opportun pour le bon déroulement du marché, préconiser à l'Acheteur de modifier, suspendre ou interrompre un bon de commande, l'Acheteur demeurant libre de procéder ou non, en tout ou partie, à la modification, suspension ou interruption préconisée par le Titulaire.

Modification

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'Acheteur émettra alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions modifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande réduit le champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à la l'ordre de

modification. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, la modification du bon de commande ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire.

Suspension

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra suspendre l'exécution pour une durée qu'elle indiquera au Titulaire. Cette suspension n'ouvre aucun droit à indemnisation au profit du Titulaire.

A l'expiration de cette durée, l'Acheteur pourra soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif dans les conditions mentionnées ci-dessus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions décrites ci-dessous.

Interruption

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à l'ordre d'interruption. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, l'interruption du bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 17. Modalités de détermination des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

17.1 Contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaire.

Les montants indiqués sur la fiche de tarification s'entendent tout compris : taxes, frais de gestion, commissions, droits d'adhésion... sauf indication expresse contraire du titulaire.

Les montants totaux indiqués constituent des cotisations provisionnelles calculées à partir des éléments fournis aux candidats à la date de l'engagement de la consultation. Le cas échéant, un ajustement sera appliqué à la date d'effet du marché à partir des éléments actualisés à cette date.

Seules les modalités de détermination de la cotisation sont contractualisées (taux, cotisation unitaire forfaitaire, minima annuels de cotisation...).

La révision est applicable chaque année à l'échéance annuelle selon la variation de l'indice par période de 12 mois à partir de la valeur de référence indiquée par le Titulaire. L'indice n'est applicable que sur les prix unitaires. Il ne s'applique pas sur les franchises et montants des garanties.

La cotisation est recalculée chaque année sur la base des éléments techniques actualisés servant d'assiette de cotisation. Cette mise à jour s'effectue chaque année à l'initiative du titulaire du marché.

Aucune autre cause d'évolution de la cotisation ne peut être appliquée. Cependant, il est expressément convenu que toute évolution de la fiscalité sera applicable au contrat.

17.2 Indexation – Evolution tarifaire

Indexation LOT 1 : Plafond Mensuel sécurité sociale (PMSS)

Indexation LOT 2 : Pas d'indexation

En cas de révision des conditions tarifaires, nécessitée par l'aggravation de la sinistralité, l'organisme d'assurance devra faire parvenir à l'Acheteur avant le 1er juin de chaque année un rapport justifiant le dépassement des limites tarifaires envisagé pour l'année suivante.

L'Acheteur disposera d'un délai de 1 mois pour émettre un avis. Passé ce délai, en cas de silence de l'Acheteur, le dépassement des limites tarifaires envisagé pour l'année suivante par le prestataire sera réputé acquis.

La révision des prix par le Titulaire est annuelle, et s'effectue à la date anniversaire du contrat.

- **Modalités :** Le Titulaire doit faire parvenir sa demande de révision par mail à, 6 mois au moins avant la date anniversaire de la notification du présent marché.
 - Ce mail devra obligatoirement être accompagné d'un fichier Excel présentant le détail de la formule de calcul, les prix initiaux, les prix révisés et une colonne contenant le pourcentage d'augmentation ou de diminution.
 - L'Acheteur peut aussi, dès la réception de la demande, ne pas accepter la révision telle que présentée par le Titulaire et débiter les échanges par mail. Le Titulaire devra alors fournir toutes les pièces justificatives demandées prouvant l'augmentation ou la diminution des prix révisés jusqu'à l'obtention d'un accord de la part de l'Acheteur.
 - Modification de l'annexe financière :
A l'issue des échanges, le Titulaire renverra par mail la demande de révision au format PDF signée de manière électronique.
Après acceptation de l'Acheteur par mail, cette nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.
 - Application du nouveau tarif :
En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande de révision.

Article 18. Modalités de règlement du marché

L'Acheteur se libère du montant dû, sur présentation d'une facture, en faisant porter les sommes dues en exécution du présent marché au compte indiqué à l'Acte d'engagement.

18.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

La facture devra détailler les cotisations unitaires du marché et l'assiette de cotisation utilisée afin de permettre une vérification de la quittance par les services. A défaut de la fourniture de ces éléments détaillés, le délai ci-avant ne commencera pas à courir (sous réserve de notification d'impossibilité de paiement motivée par l'acheteur au titulaire). Il en est de même si l'acheteur est dans l'impossibilité de payer par la faute du titulaire du marché.

Le Titulaire renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à l'exécution des formalités administratives auxquelles l'Acheteur est astreint.

Concernant l'avance prévue par l'article R 2191-3 du Code de la commande publique : sans objet du fait de l'application des dispositions d'ordre public prévues par le Code des assurances (indivisibilité de la cotisation et paiement d'avance). Le principe de l'assurance étant la mutualisation des risques fondé sur la constitution d'une masse financière apte à la prise en charge des conséquences d'un sinistre, le Code des assurances prévoit le paiement par avance des cotisations d'assurance. Les dispositions en matière d'avance sont donc inapplicables au présent marché.

18.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique : depenses@numihfrance.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
 - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - 4° Le numéro de référence ;
 - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
 - 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés des prestations et travaux réalisés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Le dépôt en format PDF accompagné obligatoirement du bon de commande, la transmission et la réception des factures électroniques.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Comptable assignataire
12, rue Michel Labrousse
31000 Toulouse

18.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les factures des cotraitants devront être validées et signées obligatoirement par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-FCS.

Article 19. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux prestataires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information de l'acheteur.

Lorsque le candidat a obtenu une certification 27001 sur le périmètre de la prestation visée par le présent marché, un certificat en cours de validité est à fournir.

Article 20. Clauses de réexamen

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié selon les clauses suivantes :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, en application de la clause de révision des prix prévue au présent document, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- c) L'ajout de nouvelles unités d'œuvre non prévues initialement et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché. Etant entendu, que ces unités d'œuvre doivent être en lien avec l'objet du marché ;
- d) La modification des indicateurs de performance dans la limite de cinq modifications par an.
- e) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - Que les nouvelles références respectent le CCP ;
 - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- f) Changement de titulaire : un nouveau titulaire pourra remplacer le titulaire initial dans les conditions prévues à l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.
- g) Cessation des activités du Titulaire
 Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.
 La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'acheteur quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.
 L'acheteur se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.
 Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait :
 - Soit exécuté selon les dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-FCS.
 - Soit résilié aux torts du Titulaire.

Article 21. Responsabilité et assurances

En compléments des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du C.C.A.G.-FCS.

21.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'Acheteur et celle du Titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causées par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

21.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'Acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'Acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

21.3 Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services

Le Titulaire sera tenu responsable des préjudices subis par l'acheteur ou un tiers et causé, directement ou indirectement, par la mise en œuvre, partielle ou non, des prestations du titulaire.

21.4 Assurances

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux personnels ou aux biens de l'acheteur, ou à des tiers (et notamment acteurs de santé) du fait de sa présence sur site.

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

Article 22. Obligation de vigilance dans les marchés publics

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à remettre à l'Acheteur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Une attestation de régularité fiscale en date de validité. A noter que lorsque l'entreprise est mentionnée comme étant une société-fille, vous devez également nous faire parvenir l'attestation de la société-mère.
3. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a. L'identification de l'opérateur économique, N° de SIRET
 - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de groupement ou de sous-traitance, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

Article 23. Résiliation

23.1 Généralités

Les articles 38 à 45 du C.C.A.G.-FCS s'appliquent au présent marché.

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En tout état de cause, le présent marché étant conclu sans minimum de commandes, la résiliation du marché n'ouvrira droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

23.2 Décès, incapacité du Titulaire du marché

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si l'Acheteur accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur.

La résiliation du marché, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

En cas d'incapacité physique, manifeste et durable, du Titulaire, le marché peut être résilié sans que le Titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

23.3 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire du Titulaire du marché est notifié immédiatement à l'acheteur par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'acheteur met en demeure l'administrateur, ou le Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, de se prononcer sur l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation du marché prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du Titulaire et si le liquidateur exige la poursuite du marché pendant la période visée à la décision de justice.

Dans tous ces cas, la résiliation n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

23.4 Faute du Titulaire du marché

Les dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.-FCS sont complétées comme suit.

L'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les hypothèses où le Titulaire aurait manqué à ses obligations contractuelles ou commis une faute rendant impossible la poursuite des relations contractuelles, et notamment dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur dans le cadre des articles 17 et 22 ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la

protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;

k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;

l) L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;

m) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

n) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

o) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est refusé en application de l'article 3.4.3., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n, cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués au titre du marché.

23.5 Résiliation des bons de commandes

Les conditions de résiliation des bons de commande sont celles mentionnées au C.C.A.G.-FCS. Il est néanmoins précisé que dans le cadre d'une résiliation pour faute du Titulaire, aucune indemnité ne pourra être accordé au Titulaire et que le Représentant du pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Outre les cas visés à l'article 41 du C.C.A.G.-FCS, dans le cas de deux rejets successifs du même livrable, le représentant du pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de résilier bons de commandes sans qu'une mise en demeure préalable ne soit exigée. Cette résiliation n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité au bénéfice du Titulaire. De même, le défaut et/ou mauvaise exécution des prestations objet du bon de commande après mise en demeure restée infructueuse justifiera une résiliation dans les mêmes conditions.

Article 24. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du C.C.A.G.-FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 25. Règlement des différends

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-FCS. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Article 26. Dérogation au C.C.A.G.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Nature de la dérogation	Article du C.C.P.	Article du C.C.A.G. - FCS
Ordre de priorité des documents contractuels	5.1	4.1
Notification du marché	5.3	4.2.1
Contenu des bons de commande	16.2	3.7.2
Révision des prix	17.2	10.1
Délai de remise des attestations d'assurance	21.4	9
Cas de résiliation des bons de commande	23.5	41

Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les stipulations dérogatoires au C.C.A.G. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.